



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NICHE FUSED ALUMINA

38 rue des Fondateurs
Arbine
73540 La Bâthie

Références : 20230326-RAP-NICHE_FUSED_ALUMINA-OCP2024-GEORISQUES
Code AIOT : 0006104344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement NICHE FUSED ALUMINA implanté 38 rue des fondeurs 73540 La Bâthie. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NICHE FUSED ALUMINA
- 38 rue des fondeurs 73540 La Bâthie
- Code AIOT : 0006104344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'Arbine de l'entreprise NICHE FUSED ALUMINA (Noranda Industrial Chemical Fused Alumi-

na) est implantée sur le territoire de la commune de La Bathie sur un terrain pentu et traversé par le cours d'eau Le Bénétant.

Après avoir fabriqué du carbure de calcium à partir de 1895 puis des matériaux abrasifs dès 1905, le site s'est orienté dans la production de corindon blanc dans les années 1920.

Le site est aujourd'hui toujours spécialisé dans la production de corindon blanc par fusion d'alumine. Le corindon blanc est obtenu à partir d'alumine fondue à 2050°C et de fluorure d'aluminium. Après refroidissement, les lingots de corindon blanc sont concassés et broyés en grains. Après divers traitements chimiques ou physiques, les grains sont tamisés afin d'obtenir différentes granulométries selon leur utilisation future, puis séchés et conditionnés.

L'alumine est la matière première principale de la production de corindon. Elle est produite à partir de bauxite (minerai rouge riche en alumine) par un fournisseur implanté à Gardanne puis amenée et stockée sur le site de NICHE FUSED ALUMINA.

Le corindon blanc est mis en œuvre dans diverses applications tels que les matériaux réfractaires, les parquets stratifiés, les toiles et les papiers de verre, les applications optiques, les matériaux abrasifs, la céramique, etc.

L'usine d'Arbine produit également dans une quantité moindre du corindon globulaire formé de billes creuses et destinés aux matériaux réfractaires.

Les activités de NICHE FUSED ALUMINA sont régulièrement autorisées, en particulier par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/1996 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2020.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 relative à la surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise

en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 Article 4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 modifié	Demande d'action corrective	immédiat
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV Article 4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 modifié	Demande d'action corrective	immédiat
6	Transmission des résultats	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des rejets		
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte globalement les prescriptions de surveillance des rejets aqueux de l'arrêté préfectoral régissant le fonctionnement du site. Il devra s'organiser pour veiller à respecter la périodicité prescrite pour les analyses du rejet n°6 (une analyse semestrielle manquante en 2023 pour indisponibilité de personnel). Les résultats transmis à l'inspection dans le bilan annuel devront être complétés par l'indication des flux rejetés. Les commentaires en cas de dépassements des valeurs limites devront être améliorés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs plans (formats papier) sont disponibles concernant les réseaux d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plan des points de prélèvements et de rejets dans le Bénétan (26 avril 2013) - plan des effluents, eaux industrielles (2 avril 2015) - plan du réseau incendie (14 décembre 1999) <p>Les eaux industrielles non polluées (surverse Bénétant et eaux de refroidissement) sont directement rejetées dans le torrent du Bénétant.</p> <p>Pour traiter les eaux industrielles polluées, le site dispose d'une station de neutralisation des effluents et d'un séparateur à hydrocarbures (relié à la zone de lavage des engins. Celui-ci est curé</p>

tous les ans).
La visite de terrain a permis de constater la cohérence de ces plans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Le contrôle visuel des points de rejets dans le Bénétant n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : La station de neutralisation des eaux de lavage (avant évacuation au point de rejet 21 du plan de l'exploitant correspondant au point 6 de l'arrêté préfectoral, effluents de lavage) dispose d'un point de prélèvement permettant la prise d'échantillons et la réalisation de mesures. Il est facilement accessible et permet des interventions en toute sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : Le suivi du pH et de la température est réalisé en continu à la sortie de la station de neutralisation. Les analyses sont habituellement réalisées semestriellement comme prescrit par un laboratoire externe mais il est relevé une non-conformité en 2023 avec la réalisation d'une seule campagne de mesures en raison de l'absence du responsable environnement. L'exploitant surveille journalièrement, en interne, la concentration en MES.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : L'exploitant veillera à mettre en place l'organisation requise pour respecter la périodicité semestrielle des analyses, en particulier au point de rejets des effluents industriels (rejet n°6).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : immédiat

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant ne complète plus GIDAF depuis plusieurs années (périodicité minimale des analyses

semestrielles) mais transmet un rapport annuel à l'inspection des installations classées sous forme d'un tableau excel.

Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il complète annuellement la base GEREP.

Les dernières analyses disponibles datent des 14 et 15 décembre 2023 pour le rejet 6 de l'arrêté préfectoral (rejets en sorite de station de neutralisation).

Le prélèvement sur 24 h (asservi au débit suivi en continu à la station de neutralisation) est fait par le laboratoire externe qui installe son dispositif sur le point de rejet.

Aucun dépassement des concentrations n'est constaté sur le rejet 6 (une seule analyse en 2023).

Les eaux pluviales et la surverse du prélèvement renvoyée au Bénétant sont prélevées une fois par an par l'exploitant et envoyées à un laboratoire pour analyses.

Les résultats (analyses du 30 novembre 2023) mettent en évidence 3 dépassements des valeurs limites prescrites en 2023 :

- en fer : 32 mg/l (VLE à 5 mg/l) pour le rejet 4 (eaux pluviales et caniveaux de l'atelier « pilote »)
- en MEST (VLE à 100 mg/l):
 - 120 mg/l pour le rejet 1 (eaux pluviales et eaux de refroidissement du four Higgins)
 - 840 mg/l pour le rejet 4 (eaux pluviales et caniveaux de l'atelier « pilote »)

Les commentaires suivants sont apportés dans le rapport annuel : « Le dépassement en MES est certainement lié aux intempéries, le four Higgins, par exemple, étant à l'arrêt depuis le début de l'année ».

Le dépassement de la concentration en fer ne fait pas l'objet de commentaire et d'explication.

Le tableau annuel transmis ne donne aucune indication sur les flux rejetés alors que des valeurs limites sont prescrites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : L'exploitant devra ajouter les flux constatés au point de rejet n°6 dans son bilan annuel.

Demande n°3 : Il convient que l'exploitant soit plus explicite et exhaustif dans les commentaires associés aux dépassements. A l'avenir, il précisera la cause des dépassements pour chaque paramètre ainsi que les mesures prises pour remédier à ces dépassements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Immédiat

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément

<p>aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>La périodicité des analyses est semestrielle ou annuelle. La transmission par GIDAF n'est pas exigible.</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral régissant le fonctionnement de ses installations, l'exploitant envoie un bilan annuel à l'inspection des installations classées. Ce bilan est toutefois incomplet puisque les flux journaliers n'y sont reportés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Voir demande n°2 : L'exploitant devra ajouter les flux constatés au point de rejet n°6 dans son bilan annuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : Immédiat</p>

N° 7 : Débit de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 (quantité des effluents rejetés)</p> <p>Le débit journalier d'eaux polluées (au sens de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996) rejetées après traitement dans le milieu naturel par temps sec est limité à 300 m³/jour maximum et une moyenne mensuelle de 90 m³/jour : les effluents du traitement à l'acide ne sont pas réguliers mais ponctuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit rejeté correspond au débit prélevé mais à l'exception du débit rejeté à la station de neutralisation, le débit des autres rejets (rejets d'eaux pluviales et de refroidissement) n'est pas suivi en continu.</p>

<p>La station de neutralisation ne fonctionne que quand des opérations de lavage à l'acide sont réalisées.</p> <p>L'exploitant indique que le rejet maximal est de 167 m³/jour en sortie de station de neutralisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements et analyses semestriels sur 24 h au rejet 6 (station de neutralisation) sont réalisées par un laboratoire externe accrédité pour le prélèvement et l'analyse .</p> <p>Des prélèvements et analyses mensuels sont réalisés en interne pour les MES en sortie de station sur le rejet 6.</p> <p>Les prélèvements annuels sur les eaux pluviales sont réalisés en interne une fois par an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des</p>

organismes d'accréditation.
L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats :
Le laboratoire qui réalise les prélèvements et les analyses semestriels est agréé donc le contrôle de recalage n'est pas nécessaire.
Observation n°1 : L'exploitant veillera à satisfaire ce point (contrôle de recalage tous les 2 ans) en cas de changement de laboratoire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée :
L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :
L'établissement n'est pas concerné par les rubriques visées par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite